Mission de suivi des appuis de l'IRED au Burundi

(7-14 septembre 2025)

Introduction

La mission de suivi des appuis de l'IRED au Burundi du 7 au 14 septembre 2025 avait pour objet de faire le point avec les partenaires burundais sur trois actions de développement en cours, la promotion de l'emploi des jeunes au travers de la Maison de l'Entrepreneur (MDE), la promotion de l'agroécologie avec l'Union Haguruka des coopératives multi-filières (UHACOM), et la mise en conformité aux certifications internationales de coopératives de café du Consortium des coopératives de caféiculteurs (COCOCA).

La mission a été menée par Deogratias Niyonkuru, partenaire de l'IRED et Philippe Egger (IRED). A noter que Mr Niyonkuru a réalisé cette mission à titre gracieux. Sa connaissance approfondie des défis de développement au Burundi a été très précieuse. Nous le remercions vivement pour sa coopération.

Une mission de suivi est l'occasion de faire le point sur les actions engagées, d'en apprécier les résultats et d'échanger sur les perspectives à court et à moyen terme. La mission s'est également entretenue par zoom avec les responsables d'un volet agroécologique mise en œuvre en RDC, au Sud-Kivu, qui ne pouvaient, en raison de la situation sécuritaire, se rendre au Burundi. Il s'agit de l'organisation paysanne FOP et de son appui Diobass, basés à Bukavu, RDC.

La mission remercie sincèrement les responsables des trois organisations partenaires avec lesquelles elle a pu échanger en profondeur à savoir Mme Chantal Ntima de la MDE et ses collaborateurs; Appolinaire Hacimana, Emery Emerusenge et Roselle Niyibinkiza de l'UHACOM; Bernick Ndikurukundo, Directeur général du COCOCA et Claude Sabushimike, responsable du projet CERTICOOP. Nous remercions également les nombreux paysans, paysannes et petits producteurs avec qui nous avons pu dialoguer librement au cours de trois journées de visites dans les lieux de travail des bénéficiaires : ateliers, bureau de coopératives et champs paysans.

La mission s'est également entretenue avec Libère Bukobero, Directeur de l'ADISCO, et ses collègues, à l'origine de plusieurs des institutions partenaires de l'IRED. L'IRED est fière d'apporter une petite contribution à leur vision novatrice et exigeante d'un développement dans la dignité des personnes.

Ce rapport est écrit sous la seule responsabilité de Philippe Egger. Il est cependant fortement inspiré des nombreuses discussions avec Deogratias Niyonkuru et les responsables des institutions partenaires.

Des institutions autonomes renforcées

Les trois institutions nommées sont des coopératives faîtières autonomes avec leur propre gouvernance. La MDE, autonome depuis 2024 de l'ADISCO, avec sa propre gouvernance et son autonomie juridique et financière, défend les intérêts des petits entrepreneurs.

Tout comme la MDE, l'UHACOM, créée en 2014, est une émanation de l'ADISCO de laquelle elle est statutairement et financièrement autonome. L'UHACOM représente et défend les intérêts de 36 coopératives avec 15,600 membres, par la voie de sa présidente, Mme Dancille Kigeme élue en 2024.

Le COCOCA, créé en 2012, compte aujourd'hui 33 coopératives de café avec plus de 27,000 membres, seuls actionnaires du Consortium. Son conseil d'administration est présidé par Salvator Nsanzamahoro. Le COCOCA commercialise entre 15 et 20 pour cent du café produit au Burundi. Il possède sa propre usine de déparchage dénommée Horamama dry mill. Son café est commercialisé sous la marque Horamama Coffee Burundi.

Par leurs actions ces trois institutions permettent aux petits producteurs et aux paysans et paysannes d'avancer dans l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail et de recouvrer fierté et dignité. L'IRED a soutenu et continue de soutenir l'autonomisation de ces trois institutions, acteurs incontournables du développement au Burundi.

La Maison de l'Entrepreneur

La MDE a identifié seize petites entreprises pour un suivi renforcé et chacune dispose d'un plan d'action pour assurer des emplois durables (avec un contrat et une mutuelle de santé) et atteindre un seuil minimal de chiffre d'affaires dans les deux ans. Quatre centres regroupant une vingtaine de jeunes chacun sont opérationnels et développent des services d'intrants et de conseils en milieu rural.

A Gihogazi la MDE a facilité la construction d'un hangar sur un terrain offert par la commune proche du marché central. Plusieurs artisans se sont regroupés pour occuper ces espaces. La mission a rencontré Ezequiel, tailleur avec 4 salariées et 4 machines à coudre, ainsi que Grimace, soudeur, avec 3 salariés à temps plein et 3 salariés temporaires. Ce dernier nous dit : « Nous avons appris comment commencer un projet par nos propres moyens. Si on a des idées on peut avancer ». La contrainte principale de ces deux entrepreneurs est l'accès à du crédit pour acheter des équipements, outils et matières premières. Ils maitrisent

parfaitement leur métier, la demande pour leurs produits est importante mais ils sont contraints par leur capacité limitée. Leur demande de crédit est de l'ordre de BIF 10 à 15 millions (soit environ US$ 1400-2100)[1]. Les garanties demandées par les institutions de crédit sont hors de leur portée. ADISCO dispose d'un fonds de crédit utilisé par la MDE.

A Bugenyuzi un centre de services de 20 jeunes, présidé par Sophonie, a ouvert un compte bancaire et les membres ont commencé à verser leurs parts (de BIF 150,000, soit environ US$20). Tous les membres n'ont pas encore acheté leurs parts car ils attendent le paiement par le gouvernement de leur récolte de café ou de maïs très en retard cette année. Les jeunes prévoient d'acheter des semences, des produits de traitement pour les cultures, des produits pharmaceutiques pour le bétail et de l'outillage agricole pour la revente dans leur localité. Ils prévoient également de vendre du conseil aux agriculteurs.

Le modèle économique de ce centre de service semble sain dans son principe, mais il apparait nécessaire de l'affiner dans le détail avec un compte d'exploitation prévisionnel afin d'assurer un bénéfice minimal. La saison des plantations (octobre) est proche et au risque de manquer celle-ci il conviendrait de commencer rapidement avec les fonds déjà disponibles.

Un autre centre de services à Bugenyuzi s'est constitué autour de la production de fertilisants à partir de fèces, urine et déchets biodégradables. Une école à proximité permet la récolte des matières premières. Le groupe comprend 16 membres dont 4 femmes. Innocent, le président, explique mener différentes expérimentations dans le local construit à cet effet afin de trouver des formules et des produits adaptés. Un conseil technique est apporté par Emery de l'UHACOM. Le centre a déjà récolté des quantités importantes de produits primaires et conduit des essais sur plusieurs formules de produits sans avoir détaillé jusqu'à présent un plan de production et financier qui sera rapidement nécessaire.

Les besoins en fertilisants organiques sont importants et un marché existe si les paramètres techniques, commerciaux et financiers d'une production peuvent être réunis.

La visite d'une pharmacie villageoise était prévue mais a été reportée par manque de temps. Cette pharmacie gérée par une jeune femme titulaire d'un diplôme en soins infirmiers fonctionne parfaitement selon la MDE.

Conclusions provisoires :

Pour les entreprises en phase dite d'accélération qui maitrisent leur production et leur marché, la contrainte principale est sans doute l'accès au crédit qui, dans les conditions actuelles du marché financier, nécessite des fonds de crédit ad hoc géré par les organismes d'appui et non par les institutions financières.

[1] La conversion en dollars US est effectuée sur la base de BIF 7000 = 1 dollars US. Ce taux est celui du marché informel au Burundi à la mi-septembre 2025. Le taux officiel de la banque centrale était à la même période de BIF 2950 = 1 dollars US

Pour les centres de services l'apprentissage de la gestion d'une activité économique par un groupement risque d'exiger un temps plus long que ce qui est prévu dans le projet actuel.

Un appui en éducation financière pourrait s'avérer nécessaire pour les petites entreprises qui ont un potentiel de croissance mais qui ne maitrisent pas encore les fondamentaux.

L'UHACOM et l'appui à l'agroécologie par la formation et les organisations paysannes (PAFOP)

La mission visite à Bukirasazi une parcelle de tomates qui teste des formules de biopesticides à base de plantes produites localement. Le paysan-chercheur est satisfait des résultats car les traitements sont efficaces, les rendements sont bons et les ventes importantes. Mais la production est difficile car elle implique un broyage manuel au mortier d'une quantité importante de feuilles.

Cette technique est-elle diffusable ? Le paysan-chercheur répond qu'il a formé une vingtaine de personnes, qu'une dizaine a planté les plantes nécessaires et cinq les utilisent dans leur champ. Mais il ajoute : « Je ne fais pas le suivi des personnes qui ne demandent pas. Quand je pile en plein jour, tout le monde peut le voir. Il faut qu'ils demandent ! ». Plusieurs femmes répondent qu'elles souhaitent apprendre cette technique mais qu'elles n'ont pas reçu la formation, ni les équipements nécessaires (pilon, pulvérisateur, bassine).

Une paysanne-formatrice suggère de sélectionner plusieurs personnes qui ont la volonté d'appliquer cette technique, de les former et de les équiper. Le chef de colline (élu) nous dit sa fierté de cette expérimentation et espère que les appuis pourront s'étendre à de nombreuses personnes intéressées.

Le paysan-chercheur est dans son rôle d'expérimentateur. Il n'est pas formateur ! Une fois les formules techniques bien maitrisées un volet formation sera indispensable avec des paysans-paysannes formateurs.

A Muremera la mission visite un autre paysan chercheur, Benjamin, qui maitrise parfaitement la production de biopesticides et biofertilisants. Il en fait son commerce qui fonctionne bien. Il ne peut pas satisfaire toute la demande. Le broyage au mortier est très pénible et il souhaite explorer une alternative mécanisée. Il expérimente également des produits pour la conservation des récoltes (surtout le maïs). Un essai dans un petit hangar est en discussion avec une coopérative.

L'activité de Benjamin fonctionne bien de toute évidence. Mais il ne maitrise pas les paramètres financiers, ni plan de travail, ni compte d'exploitation ni prix de revient. Une synergie avec la MDE s'impose logiquement.

A Rutemaga la mission visite la ferme de Jacqueline, fière et vivace des progrès réalisés grâce aux pratiques agroécologiques, fosse de compost, agroforesterie, paillage, plantes pour les biopesticides qu'elle fabrique également. Cinq paysans-formateurs sont présents, deux hommes et trois femmes, chacun a formé entre 10 et 12 autres personnes, mais Jacqueline a formé 36 autres personnes, hommes, femmes et jeunes. Entre la moitié et les deux-tiers appliquent les techniques apprises. Les formations se font dans le champ de la formatrice puis dans celui des personnes formées et au cours de réunions.

Des femmes au bénéfice de ces formations déclarent qu'elles ont été bien formées mais qu'on ne leur dit pas tout. Elles souhaitent savoir davantage sur les associations de cultures ; « il nous manque également des équipements que nous n'avons pas. »

Les bénéfices de ces améliorations sont multiples. L'achat de bétail (vaches, poules, chèvres, cochons), l'amélioration de l'habitat (souvent avec un petit panneau solaire), l'achat d'habits, l'équipement scolaire pour les enfants. La moindre dépense en engrais chimique constitue un gain considérable.

Toujours à Rutegama la mission rencontre le bureau de la coopérative vivrière Turamirize. Cette coopérative fondée en 2011 compte 325 membres, elle est membre de l'UHACOM depuis 2014. Le Président nous déclare que la formation à l'agroécologie est très appréciée des membres. « Cette formation nous a ouvert les yeux sur la préservation de notre terre pour les générations futures. La moitié des terres cultivables a regagné en fertilité. Avant on utilisait des engrais chimiques, maintenant beaucoup moins ». La coopérative gère un fonds de crédit qui doit encore rembourser BIF 10 millions sur les 20 millions empruntés. La coopérative espère pouvoir tout rembourser à la fin de l'année.

L'ancienne présidente de la coopérative, Stéphanie, explique que les membres achètent beaucoup moins d'engrais chimiques, souvent un seul sac, dont le gouvernement fait la promotion. Pour les membres, les actions agroécologiques sont complémentaires aux injonctions du gouvernement, et souvent, quand les engrais du gouvernement ne sont pas disponibles (livraison en retard ou incapacité à les acheter) l'agroécologie prend le relais.

Ainsi l'agroécologie ne concurrence pas les plans du gouvernement, mais dans les faits, elle s'installe durablement dans les pratiques.

La coopérative souhaite agrandir son hangar pour le stockage des cultures issues de l'agroécologie, notamment avec des étagères (claies) afin d'agrandir la surface de stockage.

Un échange zoom avec Sylvain Mapatano de Diobass, Jules Firemba de FOP et Rodrigue Mulashe chef de projet, tous basés à Bukavu, en RDC a permis d'établir les points suivants.

Suite aux évènements de février 2025 qui a vu cette région tombée sous la maitrise de forces rebelles, la situation sécuritaire reste précaire et la frontière avec le Burundi est fermée. Les déplacements interne à la région sont redevenus possibles mais seulement en

utilisant les transports locaux et en prenant certaines précautions. Les banques locales ne fonctionnent pas encore.

Les collègues de RDC assurent pouvoir terminer les activités prévues d'ici fin 2025, à savoir la recherche action sur les biopesticides de la tomate, le suivi de la diffusion des semences locales de haricots, le suivi des chaînes de solidarité de petit bétail et la poursuite de la diffusion des bonnes pratiques agroécologiques. Les actions de plaidoyer sont suspendues pour le moment.

La situation reste précaire est la vigilance s'impose. Les populations sont résilientes et les innovations agroécologiques sont bien ancrées.

Observations :

Les pratiques agroécologiques semblent bien maitrisées par les paysans et les paysannes. Leur fierté de mettre ces techniques en œuvre est manifeste et les conséquences matérielles et financières qu'ils en retirent sont avérées. Cependant les actions de commercialisation sont encore timides et mériteraient une attention plus poussée. Une éducation financière serait souhaitable en appui aux initiatives de production et de vente non-agricole.

Diverses actions de plaidoyer ont été menées dans un contexte peu favorable, alors que le gouvernement soutient la monoculture de maïs avec un usage intensif d'engrais chimiques.

Des actions de plaidoyer avec les responsables collinaires (élus) envers les chefs des zones et communes (nommés) seraient souhaitables afin de faire passer le message des réalisations positives de l'agroécologie par le biais de ces acteurs, du bas vers le haut. Le projet compte utiliser les résultats des essais en plusieurs lieux pour alimenter le plaidoyer de données scientifiques.

En l'absence d'une enquête de terrain avec un questionnaire détaillé, il est difficile de se prononcer sur les gains en rendements et monétaires permis par le projet. De telles enquêtes sont cependant coûteuses et non prévues au budget du projet. L'UHACOM néanmoins réalise chaque fin d'année une enquête simplifiée pour les rapports intermédiaires et finaux.

Le COCOCA et la certification des coopératives de café (CERTICOOP)

La mission visite la coopérative de café de Twiyunge qui comprend 626 membres dont 126 femmes et a produit 250 tonnes de café en 2025. Cette coopérative souhaite entrer dans le programme de certification. Elle remplit également les critères du COCOCA. Les canaux de lavage de la station sont à reprendre, la fosse à pulpe et le hangar de stockage ne sont pas

aux normes et il manque un réservoir d'eau. Les travaux sont estimés à environ BIF 120 millions (soit environ US$ 17,000). Le Président de la coopérative, Constantin, estime possible un apport de 20 pour cent soit BIF 24 millions. Il affirme : « Notre priorité est d'entrer dans le programme de certification, afin d'obtenir de meilleurs prix pour notre café ».

La mission visite ensuite la coopérative Dusangirumgugambi avec près de 1,800 membres dont 522 femmes. Son Président, Dieudonné, nous dresse un bilan de la coopérative qui a livré 309 tonnes de café en 2024 et 524 tonnes en 2025.

Leur café a obtenu le deuxième prix dans le concours national « Taste of Harvest » organisé par l'Office pour le développement du café (ODECA) et l'Africa Fine Coffee Association, (AFCA) au cours de laquelle 150 cafés burundais ont été évalués par un panel d'experts début septembre 2025.

Cette coopérative était très endettée jusqu'en 2023 mais elle a progressivement réduit son passif et estime pouvoir l'apurer en 2025. La réhabilitation des fosses d'eaux usées, après lavage et trempage du café, a été le principal apport du projet. Les certifications FairTrade, RainForest Alliance et Zensho (Japon) ont été obtenues.

Les coopérateurs assurent pouvoir maintenir les conformités dans la durée. Ils sont engagés dans une gestion saine et transparente de la coopérative, notamment de la station de lavage maintenant réhabilitée.

Le COCOCA a récemment versé les primes aux coopérateurs sur leur compte bancaire. Les revenus du café ont permis de nombreuses améliorations de la vie des ménages paysans comme en témoigne cet échantillon de réponses :

Femme 1 : J'ai acheté des habits sans déranger mon mari, une vache et un porc, et je nourris mieux les enfants ;

Homme 1 : J'ai payé la scolarité des enfants, on peut mieux les soigner et les habiller, j'ai acheté 3 chèvres et amélioré notre habitat ;

Femme 2 : j'ai acheté une chèvre, un porc et des poules, de la fumure pour mes champs, du savon et payé la scolarité des enfants ;

Femme 3 : J'ai acheté 2 vaches, un porc et des chèvres, j'ai du fumier en quantité suffisante pour mes champs et assez de nourriture pour la famille ;

Homme 2 : Hier j'ai acheté une moto avec ma prime café ;

Femme 4 : J'ai acheté 3 porcs pour le fumier, et j'ai adhéré à la mutuelle de santé. Avec les primes de café les femmes sont mieux respectées dans la coopérative, on a créé un mouvement de femmes.

La coopérative dispose de plusieurs formateurs qui accompagnent les paysans et les paysannes dans les travaux agricoles, agroforesterie, préparation de la fumure organique, lutte contre les maladies, fertilisation des champs, technique de cueillette du café. Des inspecteurs internes veillent également au bon respect des normes de certification dans les plantations de café.

Observations

Le COCOCA est une coopérative dédiée à la collecte, transformation et vente de café du Burundi. Le Consortium porte naturellement son attention sur le bon fonctionnement des coopératives et les accompagne dans les transformations qui leur permettent de produire et livrer du café de meilleure qualité. Le plus grand risque pour les coopératives est celui d'une gestion défaillante et le COCOCA dispose de critères pour suivre régulièrement la bonne gestion de ses coopératives.

Un autre risque est de nature socio-politique. Les concurrents directs du COCOCA sont des acteurs privés qui achètent du café aux caféiculteurs non organisés et l'Office de développement du café (ODECA), structure publique avec une performance toute relative. Ces concurrences ont et pourront sans doute à l'avenir entraver la bonne performance du COCOCA, notamment dans un contexte de prix élevés du café comme en ce moment.

Observations finales

L'objectif de l'IRED dans ces appuis est double :

- d'une part accompagner des institutions faitières représentatives et démocratiques dans leur quête d'une autonomie de gouvernance et financière leur permettant d'assumer pleinement leur rôle au sein de la société civile;

- d'autre part une amélioration des conditions d'existence des bénéficiaires directs tout en leur permettant de se doter des instruments, savoir-faire et institutions, typiquement une coopérative ou une petite entreprise, à même d'assurer une continuité dans le relèvement de leur niveau de vie et de leur autonomie d'action.

Les trois appuis de l'IRED au Burundi dont nous avons pu visiter un petit échantillon répondent-ils à ces deux objectifs ?

Pour la Maison de l'Entrepreneur, son autonomie institutionnelle est maintenant acquise. Elle a démontré sa capacité à diversifier les donateurs (Coopération belge, Nations-Unies,

Orange Corners (Pays-Bas) ainsi que diverses ONG belges). Sa capacité technique est reconnue au Burundi.

Les entrepreneurs suivis par la MDE sont d'un grand dynamisme et en mesure de faire croître leur activité avec les suivis et les appuis adaptés. Une certaine éducation financière adaptée à la situation des petits entrepreneurs serait à envisager. L'expérience des centres de service est encore trop récente pour porter un jugement ; les deux cas avec lesquels nous avons échangé témoignent d'un besoin de suivi rapproché.

Pour l'UHACOM cette faîtière n'a pas encore d'autonomie financière malgré une diversité de donateurs. Elle doit y travailler. Les pratiques agroécologiques introduites sont bien maîtrisées par les paysans et les paysannes et apportent des résultats tangibles. La diffusion de ces pratiques est effective même si celle-ci mériterait d'être mieux systématisée et portée à échelle

La commercialisation des récoltes des coopératives vivrières reste un point d'amélioration qui demandera un suivi particulier, tout comme les capacités de gestion des coopérateurs.

Le COCOCA est une coopérative solide qui entend poursuivre la professionnalisation de ses membres dans un marché compétitif et exigeant. Il y a une continuité entre la mobilisation à laquelle l'IRED s'était jointe en 2007-2008 pour contrer la décision de la Banque mondiale de vendre à des investisseurs étrangers les stations de lavage de café, et ainsi d'exclure les coopératives, et l'appui de l'IRED au COCOCA depuis 2023 pour permettre aux coopératives de remettre ces mêmes stations de lavage aux normes de certifications internationales.

Les trois partenaires locaux de l'IRED dans les trois domaines, petite entreprise, agroécologie et café, se connaissent. Des exemples de collaboration entre ces appuis existent. De toute évidence ces collaborations pourraient être renforcées. L'expertise de la MDE en petite entreprise serait utile à l'UHACOM tout comme l'expertise en agronomie de l'UHACOM est utile à la MDE et le serait pour le COCOCA, ainsi que celle du COCOCA en commercialisation serait utile à l'UHACOM. Il conviendrait d'encourager et de faciliter ces convergences et collaborations.

Aperçu de la situation du Burundi

Plusieurs indicateurs économiques témoignent d'une conjoncture morose au Burundi en 2025. L'inflation est élevée. Les prix à la consommation ont augmenté de 36.6 pour cent en

août 2025 (sur une année) alors qu'elle était de 20.2 pour cent pour l'ensemble de l'année 2024 (Source INSBU). La croissance du PIB réel est estimée à 1.9 pour cent en 2025 contre 3.5 en 2024 (estimation FMI).

Le taux de change officiel fixé par la Banque de la République du Burundi était de BIF 2,950 pour un dollars US à la mi-septembre. Ce même taux au marché informel était de BIT 7,300 pour un dollars US, un écart de 40.4 pour cent. Cet écart s'explique par la rareté de devises dans le pays (relativement aux besoins en produits importés) et une liquidité abondante en BIF, principalement dû au financement monétaire (avances de la Banque centrale) du déficit budgétaire, de l'ordre de 26-30 pour cent des dépenses de l'Etat.

Cette rareté de devises explique également la grave pénurie de carburant dans le pays, cause d'une immobilisation d'une large part du parc de véhicules devant des stations de carburant fermées et d'importants trafics avec les pays voisins.

Cette situation affecte principalement les salariés et indépendants urbains et beaucoup moins les 85 pour cent de ruraux qui dépendent avant tout de leur propre production. Nonobstant la surélévation du taux de change officiel prive les ruraux de recettes importantes.

Le Président de la République a refusé fin 2024 une nouvelle dévaluation de la monnaie demandée par le FMI, ce qui a entrainé la suspension de l'accord avec le FMI signé en juillet 2023 et qui prévoyait une aide de US$ 271 millions. Cette décision risque d'entraîner à son tour des suspensions de programmes de la Banque mondiale.

Le pays compte beaucoup sur des perspectives d'exploitation minière (nickel, or, terres rares) qui restent marginales pour le moment (à l'exception de l'or qui compte désormais autant que les exportations de café) mais qui sont appelées à croître, sans qu'un calendrier soit clairement établi.

Les élections parlementaires et locales qui se sont déroulées en juin 2025 ont accordé une grande majorité, à plus de 95 pour cent, au parti au pouvoir, le CNDD-FDD. La population a privilégié la stabilité et la paix malgré les difficultés économiques.

Deux nouveaux barrages hydroélectriques ont été inaugurés en juillet 2025 (barrages de Jiji et Mulembwe) avec une capacité de 50 MW.

Les perspectives économiques pour 2026 restent incertaines avec une forte probabilité d'une persistance des difficultés actuelles. Le contexte sécuritaire troublé en RDC, notamment au Nord et Sud Kivu, sans résolution pour le moment, apporte des contraintes supplémentaires, dont la fermeture des frontières au commerce de proximité (y compris avec le Rwanda), l'afflux de réfugiés congolais à Bujumbura, et l'entretien d'un important contingent de l'armée burundaise en RDC.